

Résumé Exécutif.

Aperçu

La pollution chimique présente une menace globale importante pour la santé humaine et environnementale, et particulièrement pour les enfants.

Conformément aux traités européens et des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE) et ses États membres ont l'obligation juridique de protéger les droits des enfants, ces derniers étant définis par la loi comme étant toutes les personnes âgées de moins de 18 ans.

Dans une perspective fondée sur les droits, ce rapport décrit les préjudices causés aux enfants par les produits chimiques dangereux et présente des recommandations pour leur élimination progressive, tout en permettant aux enfants d'influer sur les politiques publiques et d'obtenir réparation. Alors que le cadre réglementaire de l'UE fait l'objet d'une réforme indispensable, nous espérons que ce rapport aidera les parties prenantes à privilégier les droits des enfants.

Les produits chimiques dangereux

Dans le monde, au moins 1,8 million de décès sont causés chaque année par des produits chimiques dangereux.¹ Il s'agit de substances qui peuvent avoir des propriétés cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques, ou bien provoquer des dommages durables au système endocrinien des humains et de la faune. De plus, ils comprennent (mais sans s'y limiter) des substances qui peuvent résister à la biodégradation, ainsi que s'accumuler et se déplacer dans l'environnement, particulièrement dans les sources d'eau.

Dans l'UE, environ 200 millions de tonnes de produits chimiques dangereux pour la santé sont consommées chaque année.² Environ 100 000 produits chimiques synthétiques seraient présents sur le marché. Parmi ces produits, seulement 500 ont été largement caractérisés, et environ 70 000 sont encore mal connus.³ Dans l'UE, des études ont révélé une exposition humaine « dangereusement élevée » à de multiples substances nocives.⁴

¹ Fuller, R. et al., [Pollution and health: a progress update](#), (« La pollution et la santé : une mise à jour de l'état d'avancement »), Lancet Planetary Health, Juin 2022.

² Eurostat, [Chemicals production and consumption statistics](#), (« Statistiques de production et consommation de produits chimiques »), données extraites en Décembre 2022.

³ AEE, [Le territoire inconnu des risques chimiques](#), 2019; AEE, [The European environment - state and outlook 2020](#).

[Knowledge for transition to a sustainable Europe, Chapter 10: Chemical Pollution](#), (« L'environnement en Europe — état et perspectives 2020 : connaissances pour une transition vers une Europe durable, Chapitre 10 : pollution chimique »), Décembre 2019.

⁴ Conclusions HBM4EU, communiquées par Vito, [All Europeans are exposed to chemical substances](#), (« Tous les Européens sont exposés aux substances chimiques »), Mai 2022.

L'impact sur les enfants

Les produits chimiques dangereux ont un impact disproportionné sur les enfants, qui sont plus sensibles aux effets produits sur la santé. Une exposition à des concentrations même minimales de certaines substances peut causer des dommages irréversibles à la santé et au développement des enfants, conduisant à des troubles neurologiques et des perturbations durables des fonctions essentielles du corps.⁵ Les bébés naissent « pré-pollués » et certains effets sur la santé peuvent être transmis de génération en génération. De plus, les effets sociaux et économiques découlant d'une maladie, notamment à l'échelle de la famille, ainsi que de la dégradation de l'environnement ont tendance à affecter les enfants de manière démesurée.

Les enfants issus de populations marginalisées sont les plus gravement touchés, en raison de la faible résistance aux problèmes de santé liés au dénuement économique, en particulier à la malnutrition. Dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, où ont lieu 92 % des décès dus à la pollution dans le monde, les enfants les plus vulnérables se retrouvent en première ligne face à une planète de plus en plus polluée. Un type de disparité

similaire est également observé à travers l'UE et au sein de ses États membres, qui maintiennent leurs propres « zones sacrifiées » où la pollution et la pauvreté convergent.

Les droits de l'enfant

Les traités régionaux et internationaux confèrent une obligation juridique aux États et aux organisations intergouvernementales, entre autres, de protéger et de promouvoir les droits de l'enfant. En ce qui concerne les produits chimiques, l'UE et ses États membres sont chargés de protéger tous les enfants contre toute exposition nocive.

À l'heure actuelle, la propagation des produits chimiques dangereux enfreint une grande variété de droits de l'enfant reconnus par l'UE et le droit international. Parmi ces droits, on retrouve les droits à la vie, à la santé, à l'intégrité physique et à un environnement sain, ainsi que les droits aux loisirs et au développement, et le droit de l'enfant d'être entendu sur tous les sujets qui le concernent. De plus, l'impact disproportionné des produits chimiques dangereux sur les enfants marginalisés viole leur droit d'être protégé contre la discrimination.

⁵ Vandenberg, L. et al., [Hormones and endocrine-disrupting chemicals: Low-dose effects and nonmonotonic dose responses](#), (« Les hormones et les produits chimiques perturbateurs du système endocrinien : les effets à faible dose et les doses-réponses non-monotones »), Juin 2012.

Des contrôles faibles

Selon David Boyd et Marco Orellana, rapporteurs spéciaux de l'ONU :

« [B]ien qu'un vaste corpus de réglementations internationales et plusieurs instruments volontaires adoptés par des organisations internationales traitent de la pollution et des substances toxiques, leur efficacité est minée par de nombreuses lacunes et faiblesses majeures, notamment par le fait qu'aucun d'entre eux ne mentionne les droits de l'homme, que la grande majorité des substances toxiques ne sont pas contrôlées, que peu de pays remplissent toutes leurs obligations et que de nombreux instruments ne disposent pas d'outils d'application adéquats ».⁶

C'est aussi le cas de la législation de l'UE relative aux produits chimiques, même si des progrès ont été réalisés au cours des vingt dernières années. Ce rapport présente des preuves de multiples violations des droits de l'enfant causées par une exposition continue aux produits chimiques dangereux dans le cadre réglementaire existant. Ce cadre demeure fondamentalement permissif dans de nombreux domaines et est insuffisamment appliqué. Il ne parvient notamment pas à tenir dûment compte

des risques disproportionnés auxquels les enfants font face ni de leurs droits juridiques supplémentaires en matière de protection.

Réforme : une approche basée sur le respect des droits

Nos sociétés doivent arrêter de polluer les enfants et leur environnement. Sans action immédiate, les dommages ne feront que s'aggraver, à mesure que l'utilisation des produits chimiques s'accroîtra dans l'industrie et que les substances persistantes s'accumuleront dans l'environnement. La mise en place d'une réforme législative efficace est essentielle dans l'UE et ses États membres afin de protéger les enfants vivant dans l'Union européenne tout en aidant à améliorer les normes partout dans le monde.

Comme c'est leur droit, l'intérêt supérieur des enfants devrait toujours être une considération primordiale guidant la réforme de la législation européenne sur les produits chimiques. Par conséquent, il est logique que l'objectif ambitieux et explicite de l'élimination progressive de l'exposition des enfants aux produits chimiques nocifs définisse l'orientation de la réforme législative.

⁶ Orellana, M., rapporteur spécial de l'ONU sur les produits toxiques et les droits de l'homme, Boyd, D., rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'environnement, [Le droit de vivre dans un environnement non toxique](#), Mars 2022.

4 Les droits de l'enfant et les produits chimiques dangereux

Renforcer la législation dans l'Union européenne

La stratégie pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques (2020) et la stratégie sur les droits de l'enfant (2021) offrent un début prometteur de réforme législative qui pourrait faire respecter les droits des enfants. Toutefois, le processus de réforme est lent et risque désormais de stagner. L'industrie a cherché à diluer les améliorations et le renforcement des restrictions. Des propositions essentielles ont été mises de côté, telles que l'adoption d'une interdiction d'exportation des substances interdites attendue depuis longtemps et une révision indispensable de la réglementation européenne REACH sur les produits chimiques.⁷

Alors que la réforme est au point mort, les enfants en paient le prix, avec des atteintes à leur santé et leur environnement ainsi que la privation de leurs droits. Des impacts plus larges sur les services de santé nationaux, les systèmes économiques et le bien-être social sont aussi considérables.

Recommandations

Le CRIN propose les recommandations suivantes pour placer les droits de l'enfant au centre de la réforme législative :

Intégration des droits de l'enfant. Les droits de l'enfant, ainsi que les obligations légales de l'UE et des États membres

qui en découlent doivent être reconnus expressément, et complètement compris et inclus dans le processus de réforme. Les droits humains devraient être mis au premier plan et non pas être une considération secondaire.

« Pas de données, pas de marché ». Les produits chimiques continuent d'être mis sur le marché alors que les informations relatives à la sécurité sont insuffisantes. La législation doit mieux faire respecter le principe selon lequel « pas de données, pas de marché », qui devrait imposer aux industries chimiques de prouver de manière incontestable que les substances ne sont pas nocives.

Gestion des risques. Le principe de précaution demande que les législations adoptent une approche maximaliste en matière de sécurité en appliquant les normes les plus élevées concernant l'évaluation, la restriction et la gestion des produits chimiques. Les mesures concrètes suivantes devraient soutenir ce principe :

- *Évaluation par groupe.* Les substances peuvent être regroupées pour une évaluation efficace plutôt que d'être évaluées séparément, ce qui, en plus d'être peu pratique, se révèle être très chronophage.

⁷ The Guardian, [EU abandons promise to ban toxic chemicals in consumer products](#), (L'UE renonce à sa promesse d'interdire les produits chimiques toxiques dans les produits de consommation), Octobre 2023.

- *Risques génériques.* Une approche générique des risques devrait être la norme, ce qui implique que des mesures de gestion des risques devraient être automatiquement déclenchées sur la base des propriétés dangereuses du produit chimique et des considérations génériques d'exposition.
- *Effets combinés.* En s'éloignant de l'évaluation obsolète et en silo des substances isolées, les effets combinés des produits chimiques devraient être mieux traités, car les enfants peuvent être exposés à un seul produit chimique provenant de différentes sources ou à un mélange de différents produits chimiques. Le fait que certains produits chimiques puissent se combiner, ce qui amplifie leurs impacts négatifs et produit ainsi de nouveaux effets néfastes inattendus, mérite une plus grande attention lors de la prise de décisions en ligne avec le principe de précaution.
- *Exceptions limitées.* Dans certains cas très rares, les produits chimiques dangereux devraient se voir octroyer des autorisations courtes et temporaires, uniquement lorsqu'il est établi de manière indépendante et sans équivoque qu'ils sont essentiels pour la société, le temps de trouver des alternatives sûres.
- *Interdiction d'exportation.* L'UE ne doit pas autoriser les produits chimiques qu'elle a interdit au sein de l'Union à être exportés vers des pays hors UE. Les enfants doivent être protégés contre les expositions dangereuses, indépendamment d'où ils vivent. L'existence de double standard dans la lutte contre les produits chimiques nocifs est inacceptable.

Application. Les mesures de mise en application doivent être renforcées et améliorées. La responsabilité juridique de l'industrie devrait être étendue pour inclure toutes les formes de contamination des enfants et de pollution de leur environnement. Les enfants devraient pouvoir demander réparation devant les tribunaux ; l'accès à la justice leur a été trop souvent refusé, ce qui a favorisé l'impunité de l'industrie.

Conclusion

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les produits toxiques et les droits de l'homme et le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'environnement ont ensemble donné l'alerte :

« Compte tenu de la trajectoire de l'humanité en matière de produits toxiques, de changement climatique et de perte de biodiversité, la planète risque de devenir une zone de sacrifice humain. Mais le potentiel transformateur du droit à un environnement sans produits toxiques peut nous aider à garder notre planète habitable. »⁸

C'est dans ce contexte que l'UE a promis de jouer un rôle de pionnier, dans l'espoir d'un avenir plus sûr et plus sain pour les habitants de notre planète. Il est temps d'ajouter cette promesse à la législation et d'en finir avec la contamination de la vie des enfants par les produits chimiques.

⁸ Orellana, M., rapporteur spécial de l'ONU sur les produits toxiques et les droits de l'homme, Boyd, D., rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'environnement, [Le droit de vivre dans un environnement non toxique](#), Mars 2022.